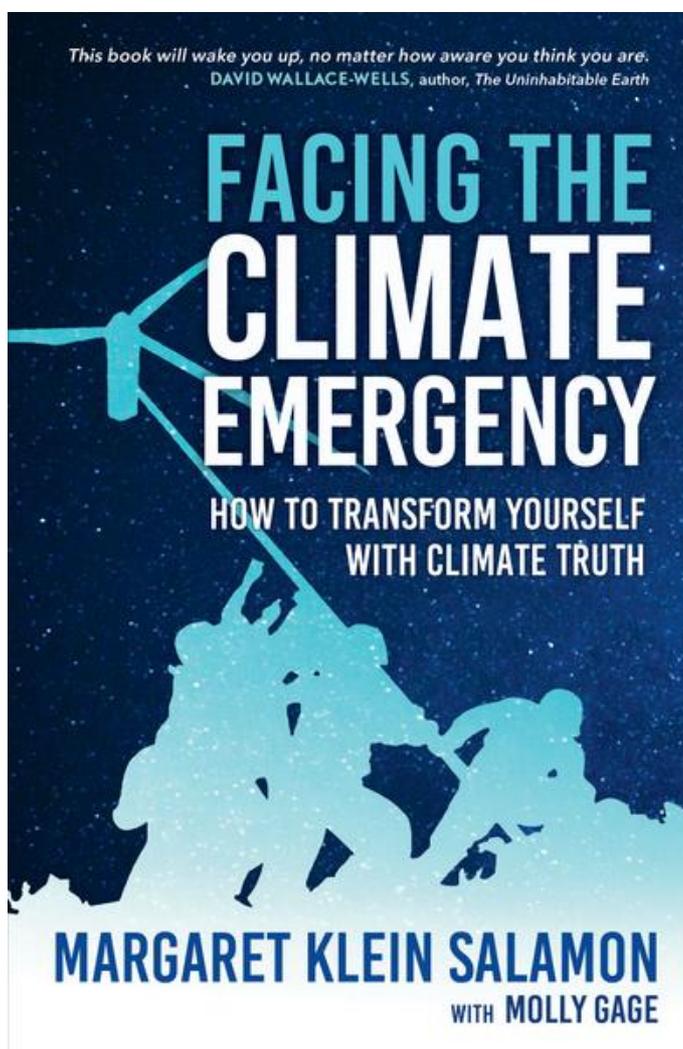


Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Transformation urbaine](#) > Veille M3 / Une réindustrialisation planifiée pour gagner la guerre du climat ?

# VEILLE M3 / UNE RÉINDUSTRIALISATION PLANIFIÉE POUR GAGNER LA GUERRE DU CLIMAT ?



*Facing the Climate Emergency par Margaret Klein Salamon © New Society Publishers*

## ARTICLE

Faire face à l'urgence climatique suppose d'enclencher une transformation rapide et profonde de l'économie, comparable à celle opérée pendant la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis.

Alors que la pandémie a mis sur le devant de la scène la question de la relocalisation de secteurs industriels stratégiques, doit-on seulement accompagner les entreprises, ou au contraire planifier la transformation de leurs activités ?

C'est à cette seconde option que croient de plus en plus de nouveaux militants de l'urgence climatique, qui prônent une révolution industrielle pilotée par les États, seule capable d'éviter selon eux l'effondrement écologique.

*Date : 05/10/2021*

**Aurélien BOUTAUD**

Environnementaliste, consultant-chercheur indépendant

Depuis son lancement à la fin 2018, le mouvement citoyen en faveur de l'urgence climatique est parvenu à mobiliser des millions de citoyens dans les rues pour réclamer une action politique à la hauteur du péril

écologique. Sous la pression populaire, des centaines de collectivités locales – et même quelques États, dont la France – ont depuis adopté une déclaration d'urgence climatique.

Mais curieusement, aucun plan d'urgence n'a jusqu'à présent traduit ces déclarations en actes. Comme si le fait de reconnaître l'urgence n'impliquait pas d'agir en conséquence. Comme si, face à l'effondrement programmé de la vie sur Terre, personne n'avait l'intention de se battre. Comme si, dans une situation de vie ou de mort pour l'humanité, nous avons collectivement décidé de regarder notre maison partir en feu, de rendre les armes, de ne pas livrer de combat.

Ce vocabulaire guerrier n'est pas innocent. Il est régulièrement mobilisé par une poignée d'intellectuels américains et australiens qui sont à l'origine du mouvement en faveur de l'urgence climatique. Pour ces auteurs, la crise climatique peut encore être résolue, mais à condition d'agir vite, et en s'inspirant de la politique qui a suivi l'entrée en guerre des USA après Pearl Harbor. Une mobilisation qui passe notamment par la prise en main de l'outil industriel par les États.

Margaret Klein Salamon est l'une des principales inspiratrices du mouvement de l'urgence climatique aux États-Unis. Elle a publié récemment un ouvrage intitulé « Facing the climate emergency », qui reprend certains de ces arguments.

## **Trop tard pour le gradualisme ! Le temps de l'urgence climatique**

À l'instar de Greta Thurnberg, Margaret Salamon assume le fait de ne pas être une scientifique du climat. En revanche, elle s'appuie sur les données produites et validées par la communauté scientifique. Et c'est en se fondant sur ces chiffres qu'elle en déduit ce que tout le monde devrait comprendre, à savoir que la situation est devenue critique. Le rapport spécial du GIEC de 2018 ne dit d'ailleurs rien d'autre : nous avons au mieux dix ans pour diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre de l'humanité.

Or, cette situation critique n'est pas le fruit du hasard : elle est la conséquence de trois décennies de politiques « gradualistes » qui, au nom du développement durable et de la transition, n'ont eu de cesse de repousser à plus tard les nécessaires transformations de la société. Une approche qui se voulait tout en douceur, donc... mais dont l'échec est pour le moins brutal. Car au lieu de décliner, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> ont au contraire augmenté de plus de 60 % au cours des trente dernières années. La concentration de ce gaz à effet de serre dans l'atmosphère a passé la barre critique des 410 parties par million, menaçant à tout moment de franchir un seuil d'irréversibilité.

Pour les « urgentistes » du climat comme Margaret Salamon, non seulement il est trop tard pour parler de transition ou de développement durable, mais ces concepts gradualistes étant à l'origine même de la situation critique à laquelle nous sommes confrontés, il est grand temps d'en faire le deuil. Et d'adopter un comportement approprié aux situations de crise.

## **Et si la peur de l'effondrement devenait un moteur de l'action ?**

C'est là que la réflexion de Margaret Salamon devient particulièrement stimulante. Elle-même psychologue spécialisée dans les situations de crise, Salamon sait de quoi elle parle en matière d'urgence. Et sa critique du

gradualisme se fait alors très convaincante. Salamon nous rappelle en effet l'un des arguments sans cesse répété par les gradualistes au cours des décennies passées : pour enclencher un changement de comportement dans la population et parmi les décideurs, il faudrait rester positif, car la peur serait gage de blocages, de panique, de déni et d'inaction. Pendant deux décennies, les gradualistes ont donc préconisé de travailler sur les imaginaires, en promouvant une écologie positive fondée sur les petits gestes du quotidien. On constate aujourd'hui l'échec de cette stratégie.

Pour les « urgentistes » du climat comme Margaret Salamon, il faut au contraire que nous ayons peur. D'abord parce que la réalité est effrayante : ne pas en avoir peur équivaut à ne pas comprendre ce qui est en train de se passer. Mais surtout, Salamon tire de son expérience des situations de crise cette leçon centrale : la peur peut être un puissant moteur de changement et de mobilisation. On pense inévitablement au discours de Greta Thurnberg adressé en 2019 aux dirigeants de la planète, leur demandant de ressentir sa propre peur et, plus encore, d'agir en conséquence : « comme si la maison était en feu. Parce qu'elle l'est ! »

YouTube est désactivé. [Autoriser](#)

## **Encore faut-il avoir un plan de secours !**

Ce que nous dit également Salamon, c'est qu'en situation d'urgence, la panique n'est pas la règle. Lors d'un incendie, d'un accident ou d'une catastrophe naturelle, la plupart des adultes – et plus encore les professionnels des situations de crise – agissent en faisant preuve de sang-froid et de détermination. Ils entrent dans un état d'esprit particulier, que Margaret Salamon qualifie d'état d'urgence (ou « mode urgence »), qui consiste notamment à mobiliser tous les moyens et toute l'énergie à disposition au service d'une cause vitale. Mais pour entrer dans un tel « mode urgence », l'auteur souligne qu'il est indispensable de savoir quoi faire. Il faut avoir un plan de secours ou, tout au moins, il convient d'avoir appris et intégré un certain nombre de réflexes qui vont nous permettre d'agir efficacement, au lieu de paniquer.

Évidemment, le changement climatique n'est pas une urgence comme les autres. Les dégâts qu'il cause ne sont pas immédiats. Des masses de personnes ne meurent pas subitement au milieu de la rue à cause de lui. Mais pour Salamon, ce qui est valable pour les situations d'urgence traditionnelles (accidents et autres catastrophes) l'est également en grande partie pour certaines crises de plus long terme, comme les périodes de conflit. Là aussi, il faut reconnaître la gravité du péril, mettre entre parenthèse le cours normal des choses, se fixer des objectifs clairs et ambitieux et, surtout, utiliser tous les moyens nécessaires pour les atteindre.

## **La planification industrielle comme moteur de l'état d'urgence : l'exemple de la seconde guerre aux USA**

L'attitude des États-Unis lors de la Seconde Guerre mondiale est souvent citée en exemple par les partisans de l'urgence climatique. Suite à l'attaque de Pearl Harbour, l'entrée en guerre des USA a en effet entraîné une mobilisation générale de la société américaine, qui est allée bien au-delà du seul périmètre militaire. Fixant des taux d'imposition records sur les hauts revenus, utilisant des moyens financiers hors normes, le gouvernement américain n'a pas hésité à utiliser l'état d'urgence pour prendre provisoirement en main l'outil de production industriel, avec un objectif clair : faire des USA la première puissance militaire mondiale.



Mobilisation de l'outil industriel, rationnement, circuits courts : la seconde guerre mondiale, une source d'inspiration pour l'urgence climatique ? © Salamon, 2019

Mobilisation de l'outil industriel, rationnement, circuits courts : la seconde guerre mondiale, une source d'inspiration pour l'urgence climatique ? (Source : Salamon, 2019)

Bien que jugés surréalistes, les objectifs de production énoncés en 1941 ont en réalité été largement dépassés au cours des deux années suivantes, démontrant l'efficacité de la planification, dans une nation pourtant réputée pour son libéralisme.

## L'industrie au service de l'urgence climatique ? L'exemple du « Victory plan »

S'inspirant de cet exemple historique particulièrement évocateur pour les américains, l'ONG The Climate Mobilization (fondée par Margaret Salamon) a produit un plan d'urgence climatique intitulé le « Victory plan », dont l'objectif est de rendre l'économie américaine neutre en carbone en cinq ans.

Mise en place d'un système de rationnement carbone, décarbonation générale de la production d'électricité, électrification ultra-rapide du système de transport de personnes et de marchandises, report massif de la route vers le rail, transformation du système de production agricole fondée sur l'agroécologie et orientée vers un régime majoritairement végétal, programme d'isolation massive des bâtiments, retour à un niveau de taxation des revenus des plus riches similaire à celui de la Seconde Guerre mondiale, programme de formation et de reconversion des travailleurs vers les secteurs de la transformation écologique... Le moins que l'on puisse dire, c'est que « Victory plan » ne manque pas d'idées et de souffle.

Il s'inspire en réalité d'exercices de prospective réalisés par plusieurs chercheurs, et démontre qu'une transformation aussi rapide est tout à fait possible, à la fois sur les plans technologique, financier et industriel. Mais réussir un tel défi suppose de faire entrer toute la société en état d'urgence et, surtout, d'investir

massivement dans un outil de production domestique qui devra momentanément obéir à des objectifs décidés, non pas par le marché, mais par l'État. Et ce, aussi longtemps que le combat pour le climat ne sera pas gagné.

## **Le retour inattendu de l'industrie dans le militantisme écologiste**

La lecture de l'ouvrage de Margaret Salamon et du « Victory plan » pose au final autant de questions qu'elle n'apporte de réponses. Ces écrits ont en tout cas le grand mérite d'avoir considérablement renouvelé le militantisme écologiste, notamment en proposant une intéressante grille de lecture de l'écologie politique, qui distingue d'un côté le camp des gradualistes et, de l'autre, celui des urgentistes – dont se réclament aujourd'hui la plupart des nouvelles ONG environnementales comme Extinction Rebellion, Youth for Climate, The Sunrise Movement ou encore The Climate Mobilization.

Une autre plus-value très stimulante de la pensée urgentiste est sa capacité à renverser le regard sur l'industrie. Au lieu de se contenter de l'accuser de tous les maux et d'attendre son effondrement, comme le font nombre de collapsologues, les urgentistes veulent au contraire la reprendre en main et la mettre au service de la cause climatique. À bien les entendre, il serait finalement trop tard pour ralentir, comme le proposent les décroissants. Aujourd'hui, il s'agit d'accélérer... mais en changeant radicalement de cap.

## **Une nécessaire souveraineté industrielle en matière de décarbonation**

Bien entendu, une telle prise en main de l'industrie par les États suppose une volonté politique sans faille. Mais le volontarisme ne suffira pas. Une politique d'urgence nécessite également de la part des États une certaine souveraineté industrielle. Il s'agit en particulier de disposer d'un outil de production qui correspondrait aux besoins de décarbonation de l'économie, dans des secteurs comme l'isolation des bâtiments, l'extraction et le recyclage des nouveaux matériaux stratégiques, ou encore la production d'énergies renouvelables. En Europe, par exemple, seuls 4% des puissances photovoltaïques installées correspondent à du matériel fabriqué sur le continent.

Après le choc de la crise sanitaire liée au Covid-19, cette situation de dépendance commence à inquiéter les gouvernements européens. Le projet de taxe carbone aux frontières du continent arrive, de ce point de vue, au moment opportun. Autre signe positif, le Green Deal adopté par l'Union européenne a récemment remis au goût du jour l'idée de planification écologique. Un premier pas, peut-être, vers un plan d'urgence climatique à la hauteur du « Victory plan » ?